



**Semaines
Sociales
de France**



**JOURNAL DE VOYAGE APPRENANT
au cœur des institutions européennes
Bruxelles 15-17 avril 2024**



AVANT - PROPOS

Ce voyage-apprenant a été piloté par Guy Gallic accompagné de Jérôme Vignon, Président d'honneur des Semaines sociales de France et Bernard Clergeat chargé de la réalisation de ce journal de voyage¹.

A la veille des élections au Parlement européen (6-9 juin 2024) et du renouvellement de la Commission, un an et demi après la fin de la Présidence Française du Conseil de l'Union Européenne, l'Union Européenne est confrontée à de nouvelles guerres aux portes de l'Europe (Ukraine, Moyen-Orient). Celles-ci s'ajoutent aux bouleversements de ces dernières années comme les effets de plus en plus marqués du dérèglement climatique, la crise sanitaire, les migrations, le Brexit, la montée des eurosceptiques et des populismes de tout genre, la rivalité sino-américaine et le nouvel (dés ?)ordre mondial... Les questions de l'élargissement et de l'approfondissement de l'Union européenne sont de nouveau sur la table.

Dans ce contexte, les Semaines sociales de France ont organisé ce voyage-apprenant à Bruxelles avec pour but de :

- mieux connaître l'Union européenne au travers du fonctionnement de ses institutions et de ses relations avec les États-membres ;
- rencontrer des décideurs, des députés, des personnes engagées pour recueillir auprès d'eux leur évaluation de la mandature qui s'achève et leurs espoirs pour la suivante 2024-2029 ;
- donner une occasion d'approfondir les finalités et les valeurs de l'Union européenne au prisme de son actualité ;

- former des participants actifs pour relayer ces informations.

Pendant ce voyage, nous avons cherché à comprendre ce qu'est devenu le projet des « Pères de l'Europe », en quoi il répond aujourd'hui aux besoins qui sont les nôtres, en quoi il doit être amélioré. Plus généralement, quels sont les défis que l'Union Européenne doit relever pour trouver sa place dans le monde ?

Qu'est-ce-qu'un voyage apprenant ?

Un voyage apprenant est construit comme un outil d'éducation et d'expertise citoyenne permettant de favoriser la rencontre entre des acteurs de milieux différents afin de s'inspirer, de débattre et d'apprendre les uns des autres.

Il poursuit plusieurs objectifs :

- développer une attitude d'écoute, d'ouverture et de décentrement,
- prendre conscience de la complexité des processus à l'œuvre dans la construction de l'Europe,
- faire le lien entre nos propres représentations et ce que nous avons appris lors de nos rencontres,
- co-construire un compte-rendu commun, celui-là même que vous avez entre les mains.

Les analyses que vous allez découvrir sont le fruit de débats et de riches échanges entre les auteurs et au sein du groupe. Elles ne constituent pas une position des Semaines sociales de France sur les problématiques travaillées pendant ce voyage.

SOMMAIRE

RAPPORTS D'ÉTONNEMENT

Page 2 Rapport d'étonnement de Bernadette Angleraud-Dinten et Jean-Marc Dinten

Page 3 Rapport d'étonnement de Claudine Clergeat

Page 5 Rapport d'étonnement de Laurence Feger

Page 7 Notes d'étonnement de Catherine et Étienne de Pontevès

Page 8 Rapport d'étonnement de Denis Lauras

Page 9 Rapport d'étonnement de Colette Franco

Page 10 Rapport d'étonnement de Serge Mis

Page 11 Rapport d'étonnement de Patrick Feger

Page 12 Rapport d'étonnement de Claire-Cécile Lauras

Page 13 Notes d'étonnement de Paule et Daniel Métras

Page 14 Rapport d'étonnement de Charlotte Marcilhacy

Page 15 Rapport d'étonnement de Patrick Boulte

Page 16 Rapport d'étonnement de Cécile Plassat et Christian Glauzy

Page 18 EN GUISE DE POSTFACE
Un ton de gravité par Jérôme Vignon

Page 20 PROGRAMME DU VOYAGE APPRENANT

PAGE 21 RÉACTIONS ET REMERCIEMENTS

¹ Les photographies sont de Bernard Clergeat, Anne Garin et Patrick Feger

Rapport d'étonnement de Bernadette ANGLERAUD-DINTEN et Jean-Marc DINTEN

Apprendre à découvrir les institutions européennes, telle était notre motivation dans ce voyage proposé par les Semaines Sociales de France, dans un contexte électoral. En effet, au départ, nous avions une perception globale des institutions européennes assez éloignées du quotidien, plutôt technocratiques, dédiées principalement à l'élaboration de normes, de règles et de répartitions financières visant à garantir un socle minimal commun pour un marché européen, la mobilité et un mode de vie européen.

Notre expérience de l'Europe, nous faisait percevoir que ce socle minimal a largement contribué à permettre aux membres du Sud et de l'Est de rattraper le niveau de développement des pays historiquement membres de l'Union, grâce au développement des territoires, de la recherche et des marchés. Cette perception était à compléter par certaines actions emblématiques qui ont eu un impact direct sur le quotidien des Européens comme l'introduction d'une monnaie commune ou la mise en place d'une politique de gestion des frontières (comme l'espace Schengen).

Un des premiers enseignements majeurs de ce voyage, à travers les exposés préparatoires, les visites et les rencontres à la Commission et au Parlement, a été de comprendre le sens et le fonctionnement des institutions dans le cadre d'une co-construction impliquant 27 membres. Comprendre que l'Europe est composée de 27 membres avec des histoires, des institutions politiques, une culture, des ressources et des limitations très diverses est essentiel pour appréhender la construction progressive de l'Union européenne, qui se consolide aujourd'hui.

La Commission, avec des représentants, certes issus des 27 membres, mais avant tout responsables de domaines spécifiques pour l'ensemble de l'Europe, propose des avancées visant à améliorer la vie de tous les citoyens européens.

Le Parlement, représentant les sensibilités de tous les Européens, élabore des propositions de règlements, des directives et décisions pour construire une citoyenneté européenne et un mode de vie commun. Cette élaboration demande d'intenses et parfois longs échanges en Commission pour proposer des textes intégrant toutes les sensibilités européennes.



Conseil européen et Conseil de l'UE

Le Conseil européen veille à ce que les spécificités et les intérêts de chaque État membre soient respectés au mieux. Toutes ces forces se retrouvent in fine dans un trilogue entre ces trois acteurs pour aboutir à un compromis entre les différentes sensibilités, cultures, traditions et intérêts des membres. Ce fonctionnement repose fondamentalement sur une culture du compromis.

Nous avons également découvert deux institutions consultatives supplémentaires qui garantissent la meilleure construction possible pour tous les citoyens : le Comité européen des Régions, qui exprime la diversité des régions européennes, et le Comité économique et social européen. Ces rencontres nous ont montré comment les intérêts prioritaires en termes de recherche, de développement industriel, de transport, de tourisme, d'environnement, etc., sont représentés au sein des institutions européennes, comme en a témoigné l'intervention de la Responsable de la Région Île-de-France à l'Europe.

Ce processus de fonctionnement, basé sur le compromis, est indispensable pour favoriser l'émergence et la construction d'une citoyenneté commune. Cependant, il nécessite souvent un investissement de temps considérable, ce qui peut parfois donner l'impression que les positions adoptées sont tièdes. Dans leur quête pour intégrer les sensibilités de tous, les décisions prises peuvent parfois être perçues comme édulcorées par rapport aux attentes initiales de chacun.

Les échanges à la Commission Européenne avec des acteurs provenant de divers pays ont souligné quelques défis majeurs auxquels l'Europe est confrontée actuellement : la question de l'élargissement, la gestion de la crise en Ukraine, les enjeux énergétiques et environnementaux, ainsi que la montée du populisme, autant de défis qui nécessiteront probablement des ajustements dans le fonctionnement des institutions européennes, surtout dans un contexte de crise.

Les processus d'élargissement, qui doivent garantir le respect de l'État de droit et de la démocratie chez les candidats, demandent aujourd'hui une unanimité à chaque étape. Pour les futures adhésions, notamment des pays des Balkans occidentaux, de l'Ukraine, de la Moldavie, de la Géorgie et de la Turquie, il pourrait être nécessaire d'innover dans le processus, peut-être en recourant à la majorité qualifiée pour certains chapitres d'adhésion, afin de surmonter les obstacles et de respecter un calendrier réaliste.

Mais, la gestion des récentes crises telles que la pandémie de COVID-19 en 2020 ou l'agression en Ukraine en 2022 a montré la capacité d'adaptation de l'Europe. Dans un temps court, elle a su innover et réorienter ses stratégies. À titre d'exemple, le Directeur de la Direction générale de l'industrie de la défense de la Commission européenne a illustré comment, après des années de sous-investissement dans le domaine de la défense, l'Europe s'est engagée activement dans la reconstruction et l'approvisionnement d'une industrie de défense dissuasive.

Face à ces défis majeurs auxquels l'Europe est actuellement confrontée, différents experts avec une large connaissance et expérience sur l'Europe ont partagé leurs analyses stratégiques pour l'avenir de l'Europe. Le

fondateur du *Think tank Euradvice* a exposé différentes perspectives sur les défis auxquels l'Europe pourrait être confrontée dans le contexte géopolitique complexe actuel, en particulier à la suite du conflit en Ukraine.

L'Europe peut soit affronter ces défis avec une position affirmée, soit reculer devant l'adversité. Bien que la première option soit préférable, elle nécessitera une réévaluation du fonctionnement et de la dynamique de l'Europe, ainsi que des efforts considérables. Une ancienne membre du cabinet de Mme Van der Leyen aujourd'hui "Senior Policy Coordinator" au Secrétariat général de la Commission, a rappelé que le moteur initial du projet européen était le développement du marché et de l'industrie, et que la dernière mandature a amené l'environnement au centre avec le Green Deal. Un des défis actuels consistera à coordonner de manière synergique les trois piliers fondamentaux de l'Europe : l'économie, l'environnement et le social.

Ce défi social a été examiné plus en détail par un ancien directeur général de l'Institut syndical européen, qui a retracé les différentes phases de la dynamique sociale dans la construction européenne, notamment la période Delors, qui visait à concilier marché intérieur et cohésion sociale, suivie d'une période Barroso moins axée sur le social, et d'une relance sous Juncker.

Ces différentes évolutions ont abouti à des réalisations telles qu'une directive sur le salaire minimum, des négociations européennes, des cadres de protection sociale et l'intégration de la dimension sociale dans des projets d'urbanisation européens. Cependant, le défi social demeure important dans une Europe où le taux de syndicalisation est très disparate et en déclin généralisé. Une enseignante-chercheuse au Centre de recherches politiques de l'Université Libre de Bruxelles a partagé une analyse des défis de la construction européenne, soulignant la nécessité de concilier la construction d'une citoyenneté européenne avec le respect des identités nationales.

À travers la rencontre avec des acteurs de terrain engagés dans la construction d'une Europe centrée sur les citoyens, au sein d'un continent aux multiples facettes, ce voyage-apprenant a permis de saisir le fonctionnement des institutions, confrontées au défi de forger une citoyenneté européenne tout en respectant et en gérant la diversité des nations qui la composent. Les crises actuelles et à venir (telles que la pandémie de COVID-19, la situation en Ukraine, le changement climatique et la montée des nationalismes) exigent de l'Europe qu'elle s'adapte, mais elle a déjà fait la preuve de ses capacités de réactivité. Les analyses de divers spécialistes du développement européen ont fourni des clés de compréhension de ces défis, de leurs implications pour l'avenir de l'Europe et proposé des pistes pour les aborder.

Rapport d'étonnement de Claudine CLERGEAT

Notre première étape fut une étape virtuelle ! Pour découvrir que des organes spécialisés veillent à ce que les grandes institutions respectent les règles et les procédures tout en remplissant des missions spécifiques permettant à l'UE d'accomplir ses tâches. Je ne les avais pas vraiment imaginées, comme si les grandes institutions faisaient tout un peu magiquement !

Puis le départ avant l'aurore pour les vraies rencontres. La Chapelle pour l'Europe nous a accueillis avec bienveillance.

Une première vision générale sur l'histoire contemporaine et les perspectives, très instructive, fut cependant une douche froide après le café réconfortant. Distinguer en premier entre l'Europe souhaitable et l'Europe possible, avec des actions militaires possibles uniquement sur décisions des USA ! La méthode des scénarios pour le futur a proposé des perspectives assez sombres. Avec le prochain Parlement, l'Europe aura plus de difficultés à fonctionner.

Le musée de l'Histoire Européenne, très beau, ne fut vraiment intéressant pour moi que pendant les instants où il était possible d'écouter les conférenciers expliquer aux différents groupes de jeunes les moments importants de cette histoire.

En fin d'après midi, grande découverte : la région Île-de-France a une mission qui la représente à Bruxelles. Il est vrai qu'elle a plus d'habitants que l'Autriche et une vingtaine de fois celle de Malte. J'ai eu l'impression que notre région fonctionnait de façon quasi autonome en discutant et s'associant avec d'autres lorsque les problèmes étaient les mêmes, je ne l'imaginai que dépendant de l'État français ! Elle fait un énorme travail d'interface entre les subventions de l'Europe pour les projets régionaux et pour remonter les besoins des franciliens, travail complètement inconnu du francilien moyen.



À la Commission Européenne, l'élargissement et l'approfondissement de l'Europe est un vaste sujet complexe. Nous avons découvert la procédure d'adhésion à l'UE avec ses chapitres dont les chapitres 23 et 24 sont très sensibles, ils concernent l'état de droit. Jusqu'à présent les chapitres sont refermés à l'unanimité des membres de l'UE. La question se pose de le faire à la majorité qualifiée. Concernant cet élargissement, il

émerge l'idée d'une intégration progressive. Le fonctionnement à 35 reste à définir !

Le bilan de la mandature montre que les états membres ont un rôle plus important que les institutions, sauf dans 5 ou 6 situations. Que si les états membres décident d'un consensus sur un problème inédit, on peut aller au-delà de ce qui est prévu par les traités (ex. Covid)

Quant à l'Europe de la défense, un exposé très clair et très structuré nous montre que l'idée d'une défense européenne émerge suite aux actes et paroles de certains dirigeants de grands pays. Il montre aussi que la diminution des budgets de l'armée dans les états suite à la croyance que la paix ne nécessite pas ces dépenses provoque un manque criant de moyens financier à l'heure actuelle. Il montre aussi que l'interopérabilité des matériels est un casse-tête, que l'addition sera très lourde et que la protection de la nature ne peut pas être envisagée pour cela !

J'ai constaté qu'au self-service de la Commission, il y a beaucoup jeunes et ils ont l'air très actifs et engagés.

Le rôle du Parlement pour le Pacte vert a fait grincer quelques dents sur l'interdiction de fabrication des moteurs à essence en 2035 par exemple. La façon de procéder a paru brutale et assez peu respectueuse des conditions de vie forcée imposée aux européens. Il est sûr que si l'air devient irrespirable, que les ressources limitées sont épuisées et que tous les européens cessent de vivre, le problème ne se posera plus mais...

Pour le futur il faut réformer en profondeur la PAC pour que l'agriculteur puisse vivre de son travail car 80 % des aides vont aux 20 % d'agriculteurs les plus riches, ne pas rémunérer la surface agricole mais le rétablissement de la biodiversité qui ne fait pas partie du marché. L'administratif est devenu intenable.

Le rôle du Parlement dans les actions extérieures de l'Europe a été percuté par 'monsieur Trump', la Covid et l'invasion de l'Ukraine. Il en est résulté des révolutions impensables quelques années auparavant et des initiatives positives par rapport à son rôle assigné par les traités. Le Parlement prend des résolutions informatives sur la scène extérieure mais qui ont un impact certain sur les pays concernés (image de marque !!!). Certains au Parlement pensent que, malgré les problèmes de colonisation et la tentative russe de couper les liens entre l'Europe et ses anciennes colonies, il existe des liens très forts qui résistent dans le temps et résisteront.

Pour tous ces débats, il y a au Parlement 24 langues officielles et 700 interprètes !

Le dîner-débat du soir fut assez difficile à suivre, car la journée fut intense et les conditions de l'environnement peu favorables. Lors de ce débat, l'élimination de la composante sociale de l'action de Jacques Delors fut déroutante. Pour la première fois, la Commission avait une femme comme présidente qui avait lancé le « Green Deal » plutôt que la croissance chère à ses prédécesseurs.

Le Comité des Régions travaille pour défendre la politique des régions. Les membres sont des élus locaux et régionaux proposés par les États membres et nommés

officiellement par le Conseil de l'UE. Si un maire perd les élections, il perd aussi sa place au Comité des Régions. Les membres travaillent dans leur région, ils ne viennent à Bruxelles que 15 ou 18 fois par an. Ils ne touchent pas de salaire, mais une indemnité journalière. Le Comité est destinataire des propositions de la Commission avec avis consultatif.

La vie syndicale semble très compliquée, les syndicats ne fonctionnent pas de la même façon dans chacun des pays, et ce qui convient à un pays est parfaitement incompréhensible dans un autre. Il semble que le développement de l'extrême droite vient de la dérégulation au niveau national voulue par le commissaire Barroso allergique au social !

L'après midi dans un dialogue sur l'Europe, nous avons appris que le glissement sémantique des « principes » de l'Europe aux « valeurs » de l'Europe à partir de 2009 crée de la confusion (Cf. Orban), qu'il ne faut pas confondre nation et identité, on peut imaginer un peuple européen qui ne sera pas une nation européenne. Que la transition écologique sera désastreuse si elle n'est supportée que par les classes populaires et que l'Europe a perdu son âme sur le sujet de l'immigration par ce que nous laissons faire en Méditerranée et la façon dont on criminalise ceux qui portent secours. Cela fracture l'Europe.

Pendant ces trois jours, nous avons découvert des rouages plus « intimes » de l'Europe, connu une alternance de moments de pessimisme et d'autres d'optimisme, avec l'envie que l'Europe continue en s'améliorant pour nous protéger et nous permettre d'exister face aux grands prédateurs que sont d'autres « puissances ». Cependant le déficit de communication du travail fait et des raisons d'être de l'Europe en France et peut-être dans d'autres pays est un grand handicap et peu compréhensible à l'ère de la communication tout azimut.



Rapport d'étonnement de Laurence FEGER

Tout d'abord, un grand merci aux SSF pour « ce voyage apprenant au cœur des institutions européennes » et à tous ceux qui nous ont guidés et permis de rencontrer des personnes actives et motivées au sein de ces institutions.

Ce rapport sera celui d'une citoyenne européenne qui, aujourd'hui, grâce à vous, est profondément convaincue par le Projet européen et de sa nécessité dans les turbulences du monde d'aujourd'hui.

Lundi

Quelle Europe avons-nous face aux nouvelles forces géopolitiques ?

D'entrée de jeu, le premier échange avec **René Leray** nous a permis de mieux comprendre la raison d'être de l'Europe et la gravité des tensions géopolitiques auxquelles elle est aujourd'hui confrontée.

Quand il y a la guerre à nos frontières et dans différents points du monde avec un jeu d'alliances complexe, l'avenir est incertain. Décrypter les intentions des uns et des autres et les menaces pour l'Europe est une nécessité. Évaluer nos forces et nos faiblesses et tenter une prospective sur la base de différents scénarios nous éclaire.

Mais l'avenir de l'Europe toujours se construit dans le présent du monde, convoquant ses fondements et son ambition pour les peuples. Et elle agit. Nous avons conscience que la stratégie pour stopper l'agression nécessite une immédiate et forte mobilisation de compétences et de moyens à cette échelle.



La visite du Musée de l'Histoire Européenne devient alors passionnante. C'est une plongée dans le terreau de notre civilisation et l'évolution de notre société contemporaine. Depuis 1789 jusqu'à nos jours, sont rappelés et traités les bouleversements souvent violents qui ont traversé ce continent, les populations payant le prix fort des crises et des conflits.

Lors de cette visite, au travers des cartes de l'Europe qui y sont présentées, je constate que les frontières de l'Europe à l'Est ont été et sont encore fortement indéterminées.

Une certitude néanmoins : la focale très occidentale de l'Europe doit se déplacer vers l'Est, en sachant intégrer les cultures et l'histoire des pays de l'Est qui se sont déterminés pour la rejoindre, même si cette intégration ne sera pas facile et doit être conditionnée. Aujourd'hui, la Russie interdit, par la force, que l'Ukraine puisse se déterminer et il en sera de même pour d'autres pays frontaliers à l'Est.

A titre personnel, j'espère que ce voyage me permettra d'apporter des réponses aux questions que se posent nos enfants quant à l'éventualité de la guerre sur le sol de l'Europe.

Mardi

Nous sommes accueillis au siège de la Commission. **Ewa**, d'origine polonaise, d'emblée, nous invite à poursuivre notre approche des conflits actuels en soulignant que « *Ce n'est pas la première ni la dernière crise que l'Europe va traverser et nous la traverserons* »

Être Européenne signifie fondamentalement pour elle un espace de liberté retrouvée après avoir subi le joug inhumain que l'URSS a fait peser sur son pays et sa famille. Son bonheur et sa confiance dans l'Europe m'aide à forger mes convictions.

Faisant suite très concrètement aux analyses stratégiques présentées la veille, **François Arbault** de la Direction générale de l'industrie de défense et de l'espace de la Commission européenne nous fait l'honneur de nous exposer comment se met en place depuis 2022 le projet Industrie défense de l'Europe, véritable déploiement dissuasif de ses forces de défense. Alors que nous étions dans une logique de démilitarisation, il nous confirme que ce projet est en mesure d'être mis en œuvre rapidement et efficacement. Ce qui serait plutôt rassurant. L'Europe a de réelles capacités de mobilisation quand elle doit faire face aux menaces.

Alors que l'Europe s'est constituée pour la Paix, les échanges que nous avons eus avec deux femmes philosophes nous ont aidés à prendre du recul.

Écouter **Nicole Dewandre** c'est être percutée sur la conception que nous pouvons avoir de notre « présence au monde » qu'elle a particulièrement étudiée en travaillant, dans les services de la Commission présidée par Ursula Van der Leyen, sur l'élaboration et la mise en œuvre des politiques européennes, notamment le formidable Green Deal.

Elle s'inscrit dans la pensée d'Hannah Arendt.

« L'action est l'activité par laquelle on accède à sa propre identité tout en la révélant à autrui. La pluralité est ce concept original fondé par Hannah Arendt qui combine l'égalité foncière entre les être humains, leur spécificité (c'est-à-dire que nous sommes chacun uniques et égaux dans le fait d'être unique). C'est par, dans et avec la pluralité que se génèrent les rapports politiques, loin de la fiction de la souveraineté comme de celle du simplement « faire bloc » pour peser plus lourd. **Hannah Arendt développe une pensée du possible qui réunit la posture morale avec le principe de réalité. C'est dans cet alliage que peut s'ancrer l'amour du monde dont**

Hannah Arendt se demande pourquoi il est si difficile de le ressentir »

L'administration européenne au défi de la philosophie (et inversement)



Dîner débat avec Nicole Dewandre

Mercredi

En continuité de ces propos, **Justine Lacroix** nous a invité à partager son analyse : **Valeurs européennes, les vivre et les promouvoir aujourd'hui par les institutions.**

L'Union européenne est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités » art 2 Traité de l'Union européenne.

Aujourd'hui, le retour en force du thème des valeurs de repli porté par les partis d'extrême droite inquiète.

A contrario, « le projet européen suppose que la démocratie nationale se prolonge et se complique dans le processus d'une construction transnationale, qui approfondit la dynamique démocratique des droits et de la citoyenneté en complétant la puissance publique nationale par une puissance publique européenne en interaction avec elle ». *Le patriotisme européen à l'épreuve du monde*

L'Europe se construit aussi en reconnaissant l'interdépendance de ses états-membres et en conséquence l'importance de la qualité de leurs relations et de leur coopération.

A juste titre, Justine Lacroix nous a fait part de son désenchantement personnel concernant la question des migrations, que je partage. « On est plus aujourd'hui du côté de l'Europe forteresse que de l'Europe ouverte, en particulier cosmopolitique » *Michaël Foessel*

La situation des demandeurs d'asile présents sur le sol français depuis plusieurs années et maintenant

violemment expulsés, j'en suis hélas le témoin, doit être traitée.

L'Europe défend des valeurs sociétales et humaines fondamentales. Ce qui est juste ne doit pas côtoyer la honte. « L'Europe a une âme », elle ne doit jamais la perdre. Car fondamentalement, l'Europe a une force vitale étonnante. Elle est en capacité d'offrir un cadre de construction collective de notre avenir responsable et enthousiasmant.

Ce cheminement personnel, accompli durant ces trois jours, je le dois beaucoup à notre « guide » éclairé et éclairant, Jérôme Vignon que je remercie profondément.

Notes d'étonnement de Catherine et Étienne de Pontevès

Un bon accueil

En 3 jours, nous avons entendu 14 intervenants, tous aussi motivés et passionnés et qui nous ont accueillis avec un professionnalisme chaleureux.

Les régions

Ce qui nous a le plus surpris, c'est l'importance donnée à la composante des Régions. Nous n'imaginions pas cette prise en compte, ni l'existence du Comité des Régions, ni encore moins l'existence de la mission Île-de-France. Il serait utile qu'ils soient mieux connus. Car leurs rôles sont d'être au plus près des citoyens. On nous a parlé de l'importance de l'échange des bonnes pratiques à l'intérieur de l'Europe.

Pas de pessimisme, mais des inquiétudes

Inquiétudes face à la montée des populismes. Nos interlocuteurs admettent bien sûr que le nombre de sièges va augmenter, mais considèrent qu'il n'y aura pas de déstabilisation de l'équilibre mondial. Également inquiétudes par rapport à l'abstentionnisme et au désintérêt pour l'Europe. Comment réveiller le besoin de l'Europe ?

L'excès de normes

Nos interlocuteurs étaient conscients de ce travers. Certaines normes sont inutiles, ou même contre-productives. On nous a parlé aussi de recherches de simplifications administratives.

Géopolitique

Nos interlocuteurs nous ont parlé de l'articulation de l'Europe avec l'Otan, et aussi des nouvelles configurations, USA, Russie, Chine, Moyen Orient, sur fond de ralentissement économique. Ils nous ont dit aussi que l'Europe restait un modèle original et intéressant pour relever le défi de l'indépendance. L'Europe serait plus unie que ne le prétendent les médias.

Des préoccupations sérieuses

L'Europe n'était pas préparée à la violence actuelle. Les flux migratoires ont atteint une ampleur inédite. La lutte pour le climat est devenue particulièrement urgente.

Deux pôles d'actions

Deux outils essentiels : le green deal, et l'Europe de la défense.

Des préoccupations structurelles

La question qui revient souvent est celle de la règle de l'unanimité, devenue problématique avec 27 pays.

Réactivité face à des défis sans précédents

L'Europe a été confrontée à des urgences inédites pour lesquelles elle a su réagir très rapidement en surpassant les limites des traités : le covid, le prix de l'énergie, la guerre en Ukraine.

Un paradoxe

Par son agression de l'Ukraine, la Russie a renoncé au processus de l'Europe de la défense, alors que les questions de défense relevaient jusque là de la souveraineté des États. Actuellement, les États sont conscients de l'effort budgétaire et industriel pour la défense.

L'importance des syndicats

L'Europe est-elle sociale ? Comment équilibrer le marché et le social ? Principaux thèmes : le sens et les conditions du travail. La violence au travail. On a parlé aussi de la représentativité (ou non) des syndicats.

Une Europe, des valeurs et des principes

On ne nous a pas parlé seulement de technique ou de politique. On s'est interrogé sur ce qui relie les citoyens européens, des valeurs, des principes, une appartenance commune, un désir de paix, une âme peut-être.... En tout cas, une recherche de solidarité entre des nations, et de fraternité entre les personnes.



Rapport d'étonnement de Denis LAURAS

"Bien entendu, on peut sauter sur sa chaise comme un cabri en disant l'Europe ! l'Europe ! l'Europe !... mais cela n'aboutit à rien et cela ne signifie rien". (Charles de Gaulle, 14/12/1965)

Avertis par la mise en garde de Charles de Gaulle, nous avons abandonné notre chaise pour (re) découvrir pendant trois jours les institutions européennes et pour écouter celles et ceux qui font et pensent l'Europe aujourd'hui. Cela aboutit à un grand étonnement et cela signifie beaucoup.

Un grand étonnement

Le grand étonnement provient de la mise en perspective avec un précédent voyage apprenant effectué en avril 2019 : **rien n'a changé et tout a changé.**

Rien n'a changé au niveau institutionnel : les institutions sont les mêmes, aucun nouveau traité n'a été signé, il n'y a pas eu de nouvelle adhésion, le Brexit n'a pas fait école. En 2019, nous avons visité la Commission européenne et le Parlement européen. En 2024, nous avons visité la Commission européenne et le Parlement européen.

Tout a changé au niveau des grandes orientations, pour tenir compte des grands défis et du contexte géopolitique, démontrant au passage « l'agilité » des institutions européennes :

- la mise en œuvre du pacte vert à dater du 14 juillet 2021, en réponse au changement climatique ;
- la création de la DG DEFIS (DEFense Industries and Space) au sein de la Commission en janvier 2020, dont le rôle s'est notablement amplifié depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 avec la mise en œuvre de nouveaux instruments (EDIRPA pour l'acquisition en commun de produits de défense, ASAP pour le soutien à la production commune de munitions) et l'adoption en mars 2024 d'une stratégie pour l'industrie de défense (EDIS) en réponse au retour d'une guerre conventionnelle à forte intensité sur le sol européen.

Cet étonnement s'est incarné particulièrement en la personne de René Leray, qui, dans sa vision de long terme de l'histoire de l'UE, est passé d'une posture assez confiante en 2019 (« l'élargissement favorisera l'évolution des nouveaux membres vers le partage des valeurs européennes ») à une posture plus inquiète en 2024 (« y a-t-il eu une mauvaise lecture du monde ? », « les institutions européennes manquent de culture stratégique »).

Une grande signification

La grande signification provient de l'engagement et des convictions de nos interlocuteurs(rices) au sein des institutions européennes. A les écouter, l'Union Européenne n'est aucunement le « grand machin bureaucratique » caricaturé par certains, mais un projet civilisationnel porteur de valeurs de paix, de solidarité et de démocratie, valeurs incarnées dans les débats et l'adoption de nouveaux règlements. Nous l'avons

ressenti en 2019, cela apparaît avec d'autant plus de force en 2024.

En contrepoint des fonctionnaires et des parlementaires, le sens de la construction européenne a été questionné par des personnalités indépendantes : Nicole Dewandre (experte et philosophe) et Justine Lacroix (philosophe et experte). Pour la première, la double transition écologique/numérique impose de dépasser « l'économisme » et peut constituer une opportunité pour redonner du sens à l'action européenne. Pour la seconde, l'idée reçue selon laquelle la nation est le seul lieu du débat démocratique est contestable car il est possible de faire vivre la démocratie au-dessus des nations dans une forme de « complication » en faisant grandir le pouvoir du Parlement ; il faut s'efforcer de faire rêver d'Europe en y faisant vivre les idéaux de liberté (cf. Ukraine) et d'égalité (cf. transition écologique).



Rapport d'étonnement de Colette FRANCO

Un monde jeune

Mon étonnement ? le nombre de personnes jeunes qui fréquentent les lieux, visiteurs, stagiaires, employés... pour une Europe que l'on dit vieille ! Je vois là une Europe qui se renouvelle, qui apportera un nouvel esprit et qui sera certainement mieux adaptée aux nouveaux défis de la construction européenne et de l'unité. Cette immersion au cœur des institutions nous aide à mieux appréhender la dimension d'un ensemble géographique, divers certes, mais d'une grande richesse patrimoniale, historique, culturelle et linguistique. On peut y trouver de quoi nous unir plus que de nous diviser me semble-t-il. Je réalise aussi que chaque pays grand ou petit a sa place et que la France peut être fière d'être à l'origine de ce grand projet de construction européenne. Dommage, nous avons un discours trop « franco-français » gommant les différences qui font la richesse... Français, nous devons faire tomber des œillères, donc faire tomber les préjugés et trop d'idées préconçues !

La communauté européenne : un laboratoire d'idées et de confrontation libre et respectueux des autres

Autre source d'étonnement, la qualité et la quantité du travail effectué par des personnes compétentes, engagées dans le processus et qui y croient ; tout ce que l'on ne voit pas et que l'on ne dit pas. Le fonctionnement des institutions n'est pas explicité au grand public qui, ne sachant pas, imagine que les décisions sont prises au gré des plus influents et pas dans l'intérêt des citoyens ou des grands pays partenaires.



Salle de presse de la Commission

La recherche de solutions communes

Au vu du contexte actuel, il est indispensable de rester uni, les solutions ne peuvent être que collectives et en coopération. Ce qui est à retenir et qui est remarquable, c'est la recherche permanente du dialogue donc du compromis. Une gageure et une ambition pas simples et qui demandent à s'affirmer dans le respect de la démocratie, du droit et des valeurs humanistes. La réflexion commune qui est menée à ce niveau par des penseurs, des philosophes, des politiques, chrétiens ou

pas, ne peut que porter une espérance pour mieux vivre ensemble.

Il est nécessaire de mieux faire connaître l'histoire de l'Europe, son passé, son évolution ; un travail pédagogique s'impose auprès du grand public et le sujet doit rester au cœur des programmes d'enseignement bien sûr.

Toutefois, on remarque en ce moment, avec la préparation des élections que les enjeux nationaux l'emportent sur le projet politique de l'Europe mal compris par beaucoup, alors que l'Europe mérite mieux que tant de critiques. C'est là que nous sommes attendus : question des votes, poids des lobbys, règlements, accords et directives, les migrants...

J'estime avoir la chance d'avoir participé à ce voyage apprenant si bien encadré et organisé avec une équipe soucieuse de trouver les bonnes personnes sur différentes questions.

Pour vos capacités et vos compétences respectives, Jérôme, Guy et Bernard, je vous dis un grand merci !

Même européenne convaincue, je suis rentrée plus engagée encore pour soutenir celles et ceux qui contribuent à faire vivre et grandir l'Europe. L'imposante documentation que vous nous adressez ne peut que nous enrichir et nous permettre de trouver les éléments de réponse pour nos interlocuteurs.

Enfin, je voudrais ajouter un mot sur le groupe en général puisque nous étions avec des personnes sympathiques qui partageaient le désir de connaître et de partager ; nous pouvions nous exprimer en toute franchise pour confronter nos avis sans que quiconque ne s'impose.

MERCI A TOUTES ET A TOUS... ET AUX SEMAINES SOCIALES !

Rapport d'étonnement de Serge MIS

Ma participation à ce voyage était à l'origine fondée sur la curiosité portée à une institution très lointaine, méritant un intérêt d'occasion en raison du scrutin du mois de juin prochain, envoyant nos représentants français au parlement de Strasbourg. D'ailleurs qui sont les élus (es) de mon département ou de ma région qui siègent jusqu'à cette date ? je n'en sais rien et j'ignore encore quels seront les futurs (es) prétendants. C'est dire mon ignorance assumée, à l'importance de ce scrutin, tel que perçu à partir de ce que racontent nos politiques et les médias de 1^{er} rang.

Et pourtant ...

Un programme très bien conçu, alliant conférences, rencontres et visites d'un « Ensemble Européen » qui me paraît maintenant, excessivement concret, avec des entités complémentaires.

Les interventions des **élus, des fonctionnaires et autres personnes externes**, ces dernières parfaitement au fait d'un fonctionnement et de l'importance de cette institution au service des citoyens, m'ont convaincu de l'intérêt et de l'importance d'un système de régulation dont a été dotée l'Europe. Et je comprends mieux la chance que nous avons d'avoir eu des visionnaires qui ont pensé, adapté et construit un outil de cohérence et d'entente pour les états, quelque soit la sensibilité de leur gouvernement.

Je remercie, ici, **Jérôme**, pour ses connaissances et la maîtrise dont il a fait preuve, en toutes circonstances, accentuant chaque fois l'intérêt des sujets traités ; de l'histoire de l'Union Européenne aux réflexions sur le devenir des institutions, tout fut pour moi, fluidité et intérêt de contribuer à la démarche de tout citoyen voulant maintenir la stabilité d'un monde bien déchiré.

En outre, disposer d'une telle introduction, avant de parcourir les 6 étages de la maison de l'Histoire Européenne, fut un excellent moyen de me remémorer quelques étapes lointaines et importantes d'un enseignement lointain. La chronologie présentée suivant les 6 étages, illustre bien les difficultés rencontrées au cours des années et surtout le résultat actuel avec ses nouveaux risques.

J'ignorais totalement l'intensité de la participation directe de nos régions, croyant à un passage obligé par les institutions nationales pour demander des aides européennes. Merci pour les exemples donnés de l'Île-de-France et l'intervention pragmatique de **Klaus Hullmann** dans les locaux du Comité européen des Régions.

Conseil, Commission, Parlement ... je conçois mieux maintenant les rouages de ces organes essentiels mais les approches faites, auraient peut-être pu mieux illustrer le rôle de la Commission et sa dépendance aux 2 autres organes décisionnaires. Toutefois élargissement et politique de défense restant majeurs dans le contexte géopolitique actuel, ont très bien répondu à mon attente pour gommer cette impression de langueur et d'immobilisme, perçue antérieurement à cette formation.

Je ne m'étends pas sur les interventions des élus et fonctionnaires en place, trouvés très percutants et professionnels, me donnant la certitude qu'il y a dans les rouages de l'Europe, des représentants, qui ont choisi cette tribune par conviction, contrairement à l'image véhiculée en France, de représentants de second rang, gratifiés d'un siège national. En plus côtoyer et entendre les intonations particulières de **Bernard Guetta**, ailleurs que sur les ondes radio, fut un moment fort apprécié.

J'ai regretté le cadre et les difficultés d'écoute lors de l'intervention de **Nicole Dewandre** ; bien que le lieu choisi de **la Petite Cascade, avec sa Patronne**, ait apporté un côté sympathique et complémentaire à un programme de journées bien remplies, (la bière conseillée et le merveilleux, y ont également contribué) ; elle aurait mérité un moment dans la journée plus adapté à la réflexion philosophique à laquelle elle s'est adonnée pour une meilleure adhésion et participation.



Eren, patronne de La petite cascade

Enfin un grand merci à **Guy**, pour son accompagnement et ses interventions, accentuant le niveau d'intérêt de ce voyage, à chaque instant de ces journées.

Merci à tous les participants et le maintien d'une réflexion de fond très intense.

Merci au **Père Bern Günther** pour l'accueil qu'il nous a réservé et le cadre de travail mis à notre disposition.

Merci à **Bernard et aux organisateurs** pour le bon déroulement et la totale qualité du programme, malgré les changements de dernière minute sans aucun impact sur l'organisation, avec le regret de ne pas avoir pu pénétrer dans les principales salles du bâtiment du Conseil de l'Europe.

Intéressé j'étais, encore plus convaincu je suis, de l'importance de l'EUROPE, dans ma vie et pour l'avenir de tous.

Rapport d'étonnement de Patrick FEGER

Avant de partir pour ce voyage apprenant, mon « envie d'Europe » reposait en grande partie sur l'intuition que l'Europe pouvait nous aider à construire des réponses aux grands enjeux qui se présentent à nous (Ecologie, Energie, Démocratie, Migrations, Défense, ...).

Notre voyage m'a permis de renforcer mon « envie d'Europe » en transformant désormais mon intuition en un certain nombre de certitudes mais aussi en prenant conscience de l'énormité du pari pris par les 27 pays de transformer l'Europe en un ensemble souverain, uni et démocratique ; conscience aussi du chemin à parcourir pour atteindre cet objectif. C'est désormais un objectif auquel j'adhère et que je porterai auprès de mon entourage.

Jérôme Vignon dans son exposé liminaire nous a fait partager sa grande expérience des Institutions Européennes en nous dessinant leur fonctionnement. Ses explications m'ont permis de comprendre comment les décisions étaient prises à Bruxelles, comment le processus complexe garantissait le jeu démocratique et surtout m'a montré que la recherche systématique du consensus constituait la méthode de base du fonctionnement des institutions, ce qui pour moi, français, est rassurant, voyant trop souvent les effets néfastes de la « verticalité ».

Le voyage

La chapelle pour l'Europe

Quel beau symbole que de nous accueillir dans cet espace idéalement situé au cœur des Institutions Européennes et d'en faire notre « port d'attache » pendant tout ce voyage. Quel beau projet que de faire de cet espace un lieu au service d'un certain œcuménisme spirituel dont les porteurs du projet européen et le projet européen lui-même ont et auront tant besoin.

Un grand merci à toute l'équipe de la chapelle qui nous a agréablement et gentiment accueilli.

René Leray par sa rétrospective nous a éclairé sur le chemin parcouru depuis la fin de la 2^{ème} guerre mondiale avec de grandes étapes dans la construction européenne. Il nous a montré que ces étapes avaient souvent été la conséquence de la rencontre entre des faits géopolitiques disruptifs et des grands hommes portant très haut les valeurs européennes (De Gaulle, Monnet, Schumann, Delors, ...). René Leray ensuite nous a entraînés dans une réflexion prospective (trop courte !) sur les grands enjeux géostratégiques de l'Union Européenne en évoquant de multiples scénarii géopolitiques pour la Russie, les USA et la Chine. Quels que soient ces scénarii, j'ai compris que les choix européens seraient primordiaux pour notre futur, qu'ils ne seraient pas simples à faire et qu'ils nécessitaient une Europe forte.

Olivia de Lasteyrie, à travers l'exemple de la région Île-de-France, nous a montré comment s'exerçaient les actions de lobbying auprès des Institutions Européennes. J'ai (enfin) compris que le lobbying était utile bien sûr pour celui qui l'exerce mais qu'il était aussi très utile pour les Institutions Européennes parce que ce lobbying leur permet d'avoir une prise directe avec les compétences de terrain (quelles soient des territoires, des entreprises, des

scientifiques ou d'autres). Ce lobbying tel qu'exercé auprès des Institutions Européennes doit être parfaitement encadré afin d'en éviter les éventuelles dérives. J'ai intégré que ce pouvait être un instrument de démocratie directe s'il est exercé dans de saines conditions où les décideurs conservent leur libre arbitre.



Commission européenne

Clemens Labenburger nous a présenté du point de vue juridique, le processus d'élargissement de l'Union Européenne, processus très exigeant, complexe donc long au cours duquel est vérifiée la conformité des pays postulants aux différents critères d'état de droit, de démocratie, de logique de marché, ... Ce niveau d'exigence m'a rassuré pour le futur de l'Union Européenne car le partage des valeurs européennes entre les différents pays membres est nécessaire (pas suffisants !) à l'élaboration des consensus futurs.

Petr Mooz nous a expliqué la démarche budgétaire pluriannuelle de l'Union Européenne (5-7 ans). Ce budget est essentiellement un budget d'investissement (94%) scindé par grands axes d'intervention. Cette organisation structurée n'a pas empêché l'Union Européenne d'agir avec une grande rapidité sur les sujets brûlants comme l'énergie, le covid, la guerre en Ukraine. Le budget reste modeste puisqu'il ne représente qu'1% du PIB cumulé de ses membres. Par ailleurs un accord est intervenu pour financer par un emprunt de 750M€ la relance européenne post-covid. (Nouveauté dont il ne faudra pas abuser...)

François Arbaut nous a démontré la nécessité de la mise en œuvre d'une politique de défense européenne en rappelant :

- Les guerres d'attrition aux portes de l'Europe
- Le probable désengagement partiel ou total des USA de l'OTAN
- La faiblesse des budgets de défense des états membres générant un grand retard dans les équipements
- L'absence de coordination des politiques industrielles de l'armement

Une politique européenne répondant à tous ces constats est en cours de mise en œuvre. C'est très rassurant car il faut se préparer à la guerre pour amener la paix.

Remarques :

Ewa Krzemien (Pol) et **Petr Mooz (Tch)** ont attiré notre attention avec beaucoup de conviction (expériences vécues) sur le fait qu'il était insupportable de vivre sous le joug russe.

J'ai personnellement été très impressionné par la motivation de l'ensemble des intervenants de la Commission qui sont « en mission européenne ».

Parlement Européen

La visite du Parlement m'a permis de comprendre sa très grande utilité dans le processus législatif, son fonctionnement démocratique (à l'exception du RN) et à travers la rencontre avec deux députés, de son rôle très politique ; d'où l'importance des futures élections européennes.

Nicole Dewandre m'a bousculé dans mon approche de l'Europe mais j'ai aussi compris qu'il était indispensable de décrypter l'interdépendance et la complexité, ce qui impose la nécessité de dialoguer afin de trouver le chemin de la paix.



Comité des Régions

Klaus Hullmann nous a expliqué le rôle consultatif du CdR dans le processus législatif européen. C'est un rôle intéressant qui semble sous-employé et qui mériterait d'être accru au bénéfice de la démocratie.

Europe sociale

Philippe Pochet l'Europe sociale est difficile à faire avancer. Elle progresse aussi avec la subsidiarité. Actuellement relancée par la présidence belge et le commissaire Schmidt, elle va avoir à jouer un très grand rôle avec les problèmes climatiques où les enjeux sociaux liés aux inégalités sous-jacentes sont très importants.

Philosophie et démocratie

Justine Lacroix définit la démocratie comme un dialogue autour des valeurs. La construction européenne a augmenté la liberté individuelle mais n'a pas franchement réussi à instaurer une capacité à décider en commun. Le sentiment de dépossession démocratique ne peut être combattu que par la mise en place d'une Europe politique, en organisant les conditions d'un combat démocratique apaisé, la solution résidant dans le renforcement du pouvoir du parlement européen.

La reconnaissance d'un « peuple européen » repose sur la capacité à agir ensemble et faire vivre les idéaux européens de liberté, d'égalité et de pluralité.

Le voyage

Voyage passionnant, programme très bien construit, intervenants de qualité, groupe très sympathique.

Rapport d'étonnement de Claire-Cécile LAURAS

L'Europe vous accompagne ?

Partie à BRUXELLES avec envie d'avoir du « grain à moudre » lors des prochains conseils municipaux ou des rencontres informelles avec nos voisins j'ai été **étonnée** devant le choix de nos chers organisateurs de nous faire rencontrer à côté des 3 grandes institutions de l'UE, deux entités travaillant pour les REGIONS.

La première rencontre fut avec la responsable de la représentation de la région « Île-de-France », fonctionnaire territorial détachée. Avec dynamisme elle nous a résumé le travail de sa représentation régionale. Tout d'abord faciliter l'accès, pour les collectivités franciliennes et leurs acteurs, aux opportunités de financement communautaire. Ensuite développer des stratégies d'influence pour que les programmes de l'Union européenne correspondent autant que possible aux besoins du territoire francilien, véritable mission de lobbying,

Tout ceci est chronophage et nécessite investissement, qualité et disponibilité personnelle. Il faut bien sûr connaître et entretenir les multiples réseaux d'influence pour peser sur les processus de décision. Je n'ai pas pu m'empêcher d'espérer qu'il existe une telle dynamique dans les autres représentations régionales (comme celle de la Bourgogne Franche Comté par exemple).

La seconde rencontre était au sein du CdR (Comité Européen des Régions) avec un membre du secrétariat général du CdR, fonctionnaire européen. La rencontre a été chaleureuse, pleine d'humour mais avec une présentation très formelle. Le CdR peut exprimer son point de vue sur toutes les grandes questions d'importance locales et régionales sur lesquelles le TRILOG est tenu de le consulter. Le CdR n'a qu'un avis consultatif.

Ces deux rencontres ont rendu plus concrète l'action de l'UE dans les régions. Toutefois pour moi qui ai essayé d'obtenir de l'aide européenne pour la commune dont je suis conseillère municipale, qui ai pas mal bataillé entre le programme FEDER, puis LEADER et qui a reçu cette réponse : « vous êtes éligible à la demande d'aide LEADER sachez cependant que cela reste une procédure longue et complexe, mais tout à fait surmontable. Un certain temps (de quelques années) sépare le dépôt de la demande d'aide et le versement de la subvention. Il convient de s'assurer que votre collectivité puisse palier à cette attente en matière de financement... ». L'Europe vous accompagne ...certes, mais on comprend vite pourquoi les maires hésitent à demander de telles aides et finissent par la critiquer ! Loin de m'étonner, cela conforte l'idée que l'EUROPE est lointaine et compliquée pour le « rural profond ».

Notes d'étonnement de Paule et Daniel Métras.

Tout d'abord nous avons découvert le "Voyage apprenant" bien loin du voyage touristique ou d'un "pèlerinage". Une "équipe d'organisation" (3) exceptionnelle (A Bruxelles comme chez-eux), un groupe de participants diversifiés, manifestement demandeurs.

Qu'est ce que nous avons découvert sur place ?

- Une "ruche" ! Illustration du rythme de quelques jours : Le 15/04 Réunion des 20 commissions parlementaires ; 16 et 17/04 Réunion des groupes parlementaires ; 22-25/04 Sessions plénière... sans oublier les 17 et 18/04 la réunion extraordinaire du Conseil européen (Chefs d'États et de Gouvernements dont notre Président).

- La structure décisionnelle (Tripode : Commission européenne (initiative des propositions) ; Le Parlement et le Conseil de l'Union européenne co-législateurs (recherche de compromis).

- L'existence du Comité européen des régions.

- Le "Cœur" de l'Union européenne (Quartier européen - Très concentré).

Question : En période de paix... pas de risque ! Mais en cas de conflits, une vulnérabilité majeure...? Le nouveau Quartier général de l'Otan en tient compte.

Qu'avons nous appris que nous ignorions ?

- La participation de l'UE au soutien de l'Ukraine : recensement (exhaustif ?) des capacités des 27 à fournir, à produire des munitions compatibles avec les armes détenues par Kiev.

- L'Otan, depuis l'annexion de la Crimée (2014), a fortement contribué au renforcement des capacités militaires ukrainiennes et sanctions contre la Russie (Opération suivie par l'UE).

Quelle Europe battissent nos interlocuteurs ?

- Objectifs: Préserver la Paix, la démocratie... dans un contexte incertain voire explosif.

- Perspectives d'approfondissement/élargissement de l'UE : Assimilation sous conditions d'États géographiquement européens pour passer, à terme, à 35 ? Par exemple : Kosovo ; Ukraine ; Moldavie ...

Question : Passer de 27 à 35 : Quelles conséquences ? Modification des statuts actuels (abandon de l'unanimité ?) ; Fiabilité des nouveaux ? Les Balkans sont encore " plus ou moins surexcités" ! Surcoûts ? ...

- Contribution à la défense et la sécurité de l'Europe : L'UE est actuellement très dépendante de ses alliés (dont les USA... de plus en plus polarisés par la Chine, l'UE passant au second plan...); dépendante aussi de ses grands fournisseurs (militaires ; énergies ; technologies, etc...) nécessitant un recentrage de nos moyens et nos besoins stratégiques.

Questions : Dans quels domaines ? conventionnels : à coup sûr? domaines "réservés" : nucléaire français ??/ extension européenne ??? ; F/UK ???

Ce que nous avons aimé ?

- Les intervenants : de haut niveau, proches des décideurs, des commissions ; eurodéputés, universitaires ; experts... Des européens convaincus et libres de paroles.

- La promotion et la diffusion des valeurs de l'UE auprès des candidats.

Qu'en disons nous à notre entourage depuis notre retour en France ?

- Notre avenir c'est l'Europe ! Une Europe unie, forte, indépendante... Une nécessité d'autant plus qu'elle a déjà été attaquée en 2014 et 2022 par la Fédération de Russie. Que fera la Russie après Poutine ?

- Le 9 juin élections européennes : VOTEZ !

Pour mémoire, le taux de participation des Français aux dernières élections européennes de 2019 était de 50,12%, en dessous de la moyenne de l'Union européenne 50,66%! ON DOIT POUVOIR FAIRE MIEUX !



Rapport d'étonnement de Charlotte MARCILHACY

J'ai beaucoup apprécié la qualité des intervenants, les échanges riches à l'intérieur du groupe, l'organisation de ces 3 journées, l'accueil reçu à la chapelle de l'Europe, de même que les synthèses effectuées par Jérôme.

A propos des différents types d'intervention :

- les fonctionnaires des Institutions ont présenté avec conviction, confiance et énergie leur différents domaines ;
- la liberté d'expression et de propos des intervenants ne faisant pas partie des institutions européennes fut d'une grande richesse ;
- les échanges avec les eurodéputés auraient gagné par contre à être plus longs pour qu'un vrai dialogue puisse s'installer.

Quelques questions :

Les institutions européennes semblent être une lourde machine, est ce une force pour l'Union européenne. ? Quelle est son efficacité compte tenu de cette lourdeur administrative ? La volonté de l'UE d'être la plus démocratique possible ne se paye-t-elle pas par un manque de souplesse et de réactivité ?

Les Institutions européennes semblent rester en dehors de la politique par respect des souverainetés nationales, mais l'Union européenne se trouve rattrapée aujourd'hui par les événements mondiaux (Covid, énergie, Ukraine, Gaza). Pressée par la politique internationale, elle peine, me semble-t-il, à se situer dans ses choix, ses positions. Peut-être a-t-elle baigné jusqu'à maintenant dans l'illusion que son modèle était le meilleur, mais ce dernier est remis en cause par les enjeux actuels. Le discours de l'UE semble aujourd'hui plus réaliste.

Se pose aussi la question de l'autonomie de l'UE par rapport aux USA qui pourraient se retirer de l'OTAN. Est-ce une menace ou au contraire une opportunité à saisir pour acquérir cette autonomie ? Tout cela m'a semblé perceptible dans le discours de plusieurs intervenants. Beaucoup d'interventions m'ont paru être dans une même ligne, mais j'ai beaucoup apprécié le point de vue personnel et la diversité apportés par deux intervenantes.

Je trouve important qu'il existe hors triangle institutionnel d'autres parties prenantes (Comité des régions...) qui permettent, dans une préoccupation plus transversale, une meilleure prise en compte par l'UE de la société civile, des citoyens européens dans les prises de décision. Se pose en effet la question du rapprochement de l'UE avec les citoyens européens pour qui elle reste très lointaine. Ne peut-on pas imaginer, à la télévision, un journal européen comme il y a un journal régional, national ?

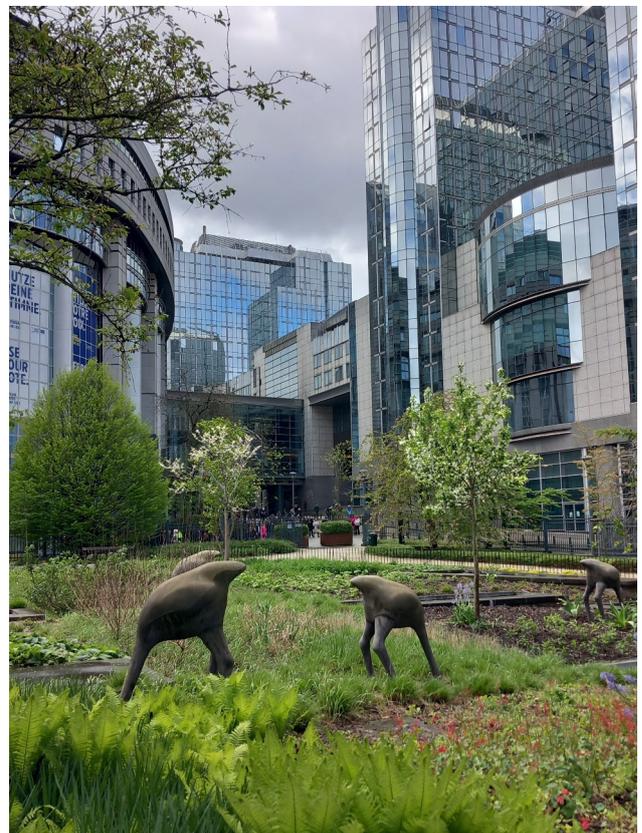
Sinon, je ressens une certaine inquiétude par rapport à l'élargissement de l'UE à de nouveaux pays. Ne s'agit-il pas d'une fuite en avant dans la mesure où le problème de l'autonomie stratégique de l'UE dans le domaine de la défense n'est pas résolu ?

J'ai trouvé intéressant les points de vue apportés par deux philosophes, ça me permet de penser avec plus de distance le politique, les enjeux de la construction européenne.

J'ai ressenti une inquiétude tangible face aux prochaines élections avec la montée possible des extrêmes droites, et de tout ce que ça peut changer en terme d'orientation politique. Mais n'est ce pas la conséquence aussi de l'insuffisance de la prise en compte par les institutions des attentes du citoyen européen ?

Dernière question, les événements actuels ne vont-ils pas conduire à un transfert de certains pouvoirs des états membres vers l'UE (Défense etc.) ?

Ces trois jours en tout cas avec tout ce que j'ai pu y apprendre ont été d'une grande richesse et me confirment dans la nécessité d'aller voter en Juin, ce que je transmettrai autour de moi.



"Les autruche" du Parc Léopold à 2 pas du Parlement

Rapport d'étonnement de Patrick BOULTE

Dans une politique européenne de défense et de regroupement des forces pour la production d'armes, comment faire pour y rallier les pays qui ne sont pas déjà dans ce secteur d'activité ? Pour qu'ils y adhèrent, il faut trouver les moyens de les y faire participer, d'une manière ou d'une autre, à travers des partenariats industriels. Quels changements fondamentaux apporter à notre modèle économique, actuellement orienté prioritairement vers la croissance des revenus, vers un modèle qui prenne en compte les contraintes environnementales et la gestion des ressources naturelles, considérées trop longtemps comme gratuites et infiniment à notre disposition, et faire en sorte que son coût soit supporté d'abord par ceux qui le peuvent ? Comment faire avancer les questions sociales si les partenaires sociaux, qui ont un privilège de législation en la matière, ne sont pas incités à le faire ? A quel rythme et sous quelle forme faut-il procéder à l'élargissement, sans décourager les candidats tout en s'assurant qu'ils ne risqueront pas de fragiliser l'Union une fois qu'ils en feront partie ? Nous avons croisé tous ces thèmes et bien d'autres au cours de ces trois jours de voyage apprenant à Bruxelles. Quelle occasion unique et quelle chance de pouvoir se consacrer, ainsi, à pénétrer les arcanes de l'élaboration de politiques publiques, qui, qu'on le veuille ou non, impactent largement notre existence, et à mesurer la complexité des équations à multiples variables qu'il faut résoudre, lot quotidien des élus et des fonctionnaires qui en sont chargés. Nous l'avons fait au cours d'une douzaine de séances de travail avec des interlocuteurs et des interlocutrices, tous plus compétents les uns et les unes que les autres, qui ont fait l'effort de faire la pédagogie des problèmes auxquels ils étaient confrontés.

Comment partager cette expérience, leur expérience ? C'est la difficulté majeure que rencontrent tous les acteurs du jeu européen. On le voit bien quand les opinions publiques ressentent toute leur distance par rapport à Bruxelles où se prennent les décisions, alors que toute l'énergie des acteurs est consacrée à trouver, pour chacun des sujets qu'ils abordent, le chemin critique qui satisfasse les attentes de chacun des 27 pays membres. Un chemin critique qui prenne en compte le maximum de variables, dans le respect des fondements de l'Union. Ils le font avec l'éclairage apporté par les représentants des secteurs professionnels ou les acteurs régionaux, sans oublier l'expertise de tous ceux qui auront à mettre en œuvre et à connaître des effets des orientations prises. Peut-être ont-ils développé une capacité particulière à maîtriser les systèmes particulièrement complexes ? Ne dit-on pas, d'ailleurs, que l'optimum, pour un député européen, est de faire trois mandats de suite. Le premier, pour apprendre et se familiariser avec la mécanique et, sans doute, avec les vingt-six cultures autres que la sienne ; le second, pour élaborer et prendre part aux compromis nécessaires – ce qu'il n'a sans doute pas appris dans l'exercice d'un mandat national - ; le troisième, pour transmettre ce qu'il a si laborieusement acquis.

Ce qui apparaît de façon évidente, c'est, donc, que pour arriver à dessiner ces chemins critiques, il est

indispensable de pratiquer inlassablement le dialogue avec ceux et celles qui n'ont pas le même positionnement politique ou les mêmes intérêts nationaux. Mais on ne peut le faire qu'avec ceux qui sont ouverts au dialogue et au compromis. Cela écarte donc ceux qui n'y sont pas prêts et qui, de ce fait, s'excluent de facto du jeu européen. D'où l'appréhension vis-à-vis des résultats des prochaines élections au parlement européen qui, si elles amènent davantage de représentants des extrêmes, génèrent d'autant la poursuite de la construction européenne, au moment même où celle-ci apparaît plus que jamais nécessaire.

Une dernière interrogation après ce voyage si apprenant. Et si pouvait être conçu le même type d'exercice au plan national ? Sur quel thème serait-il utile de mettre autour de la table et de sortir de leurs silos ou des approches particulières de leurs institutions et de mesurer la capacité de coopération des acteurs concourant à une politique publique ; cela, tout en sensibilisant des citoyens à la complexité des problèmes à résoudre ? Une autre forme de « convention citoyenne » ?

Un regret, enfin, que nous n'ayons pas eu le temps d'aborder la question des ressources financières nécessaires au gigantesque effort d'investissement à fournir pour mettre l'Europe sur les rails de son nouvel avenir



Hémicycle du Parlement

Rapport d'étonnement de Cécile Plassat et Christian Glauzy

Nous avons eu la chance de participer au voyage organisé par les Semaines Sociales deux mois avant les élections européennes de juin 2024. Le contexte nous paraissait particulièrement approprié car notre vision de des institutions européennes était floue et ambivalente. Nous connaissions très mal les différentes instances qui composent ces institutions et avions des visions schématiques de la bureaucratie européenne, des priorités du gouvernement de l'Europe plus libéral que social à nos yeux. Nous redoutions que le processus démocratique ne soit pas réellement respecté et que prévale la loi du plus fort, le poids des lobbys sur l'intérêt collectif.

Au fur et à mesure des entretiens et présentations, nous avons ressenti respect et intérêt pour les femmes et les hommes qui nous ont été présentés et qui ont fait émerger des décisions consensuelles pour les 450 millions de citoyens européens.

Nous avons évoqué ceux qui ont construit l'Europe. L'intervention de René Leraud nous a permis de mesurer le rôle de Jacques Delors qui a conduit les affaires de l'Europe de 1985 à 1995. Jacques Delors a fait preuve d'une grande force de persuasion auprès des responsables politiques nationaux grâce à son réseau international pour construire l'union monétaire. Il a contribué à convaincre les grandes entreprises transnationales des forces concurrentielles qu'elles tireraient d'un marché unique de plus de 300 millions d'habitants à l'époque. Il tenta également d'élargir les champs de compétence de l'Union vers une politique sociale pour garantir des droits sociaux équivalents à tous les citoyens européens sans toutefois y réussir vraiment.

Il a aussi aussi évoqué avec nous ceux qui ont freiné les progrès de l'union européenne : Margaret Thatcher et Manuel Barroso ; périodes sombres pour l'Europe.

L'engagement personnel étonnant de Ursula von der Leyen sur le Pacte vert semble avoir joué un rôle déterminant pour la politique commune de lutte contre le réchauffement climatique. Il nous a été rappelé combien les pays européens ont des politiques énergétiques très différentes et combien avancer sur des objectifs communs à 27 Etats est complexe. Le Pacte Vert même si certaines de ces composantes sont encore fragiles (fin des voitures thermiques, interdiction du glyphosate.) a pu être signé en 2024.

Grâce à la présentation de François Arbault, collaborateur de Thierry Breton nous avons mesuré l'engagement du commissaire pour la Défense dans un contexte menaçant. Face au risque de réélection de Trump en novembre 2024 et une remise en cause du fonctionnement de l'OTAN, devant l'enlisement de la guerre en Ukraine si proche, devant le rapprochement politique de la Chine et de l'Union Soviétique, nous avons compris combien la construction d'une défense européenne devient un enjeu prioritaire depuis quelques mois. Nous avons pris conscience de la complexité des négociations bilatérales

qui précèdent la conclusion d'un accord de défense. L'Europe prend conscience peu à peu de la nécessité de sortir de la dépendance vis-à-vis des États-Unis, de l'illusion d'une protection absolue et éternelle.

Par ailleurs nous comprenons mieux que les différentes composantes du gouvernement de l'Europe se sont mises en place progressivement, ont évolué à fur et à mesure des traités et nous mesurons la complexité des négociations tripartites entre Conseil, Parlement et la Commission : le « trilogue » long processus de maturation des lois, directives et règlements, suite d'allers retours et d'après négociations pour surmonter freins et désaccords au niveau des états et des partis.



Chapelle de la Résurrection, Chapelle pour l'Europe

En positif, nous réalisons le poids de plus en plus important du Parlement dans le processus de décision depuis le traité de Maastricht ce qui nous semble constituer un progrès pour la démocratie.

Avec ses plus de 700 députés, dont beaucoup travaillent vraiment et participent à des commissions sectorielles, le Parlement n'est plus une chambre d'enregistrement. Malgré les prévisions souvent pessimistes sur les résultats des prochaines élections avec la progression annoncée des partis d'extrême droite, il ne devrait pas y avoir un bouleversement des rapports de force au sein de l'assemblée.

Nous prenons conscience que les rencontres fréquentes des chefs de gouvernement du Conseil permettent d'établir un dialogue régulier entre les chefs d'état et même de créer parfois une forme de connivence, favorable à la recherche de compromis.

Nous avons découvert, avec Olivia de Lasteyrie, l'existence du Comité des Régions mis en place en 1994. Cela nous a paru une instance intéressante pour mieux relier les citoyens au gouvernement de Bruxelles. Elle permet également le dialogue entre Régions européennes et favorise une meilleure connaissance des régions qui composent le territoire, l'émergence d'intérêts communs et la construction d'alliances par-delà les frontières.

Nous réalisons que, face au danger imminent, il est rassurant de constater que les états européens sont capables de dépasser leurs différends et mettre en œuvre très rapidement une politique commune même sur des sujets qui ne relèvent pas de la politique communautaire. (COVID et aide militaire à l'Ukraine en sont des exemples récents).



Les rencontres très intéressantes que nous avons eues la chance de vivre pendant trois jours nous ont fait mieux ressentir la nécessité de cette construction, et motivé à mieux suivre l'actualité européenne pour partager autour de nous et « convertir » nos proches à l'importance de cet enjeu.

En revanche, l'information sur les décisions de l'Europe nous semble être insuffisamment relayée par les gouvernements nationaux dont c'est la responsabilité. Ainsi le citoyen perçoit beaucoup plus, les excès de réglementation de l'Europe (exemple récent de l'usage des pesticides) que les progrès que les décisions apportent. Ces excès de réglementations sont aussi parfois le fait des gouvernements nationaux et non de l'Europe : la France a renforcé les décisions de Bruxelles en allant au-delà des directives votées en ce qui concerne l'usage des pesticides. La difficulté et la lenteur inévitable du processus de compromis se traduit souvent par une « politique de petits pas » pas toujours très perceptible.

Le citoyen ressent également l'absence de protection contre des dangers extérieurs à l'Europe, par exemple l'absence de défense de l'industrie européenne devant la concurrence chinoise, américaine aux avantages concurrentiels déloyaux aux politiques protectionnistes de ces états. Le citoyen peut vivre l'ouverture des frontières au travers des accords de libre-échange comme une menace contre les intérêts du marché de l'emploi (agriculture, automobile) ou comme un danger pour l'indépendance économique (secteur des médicaments). L'Europe doit jouer ce rôle de protection sans devenir, pour autant, « la forteresse d'un vieux continent ».

Ce voyage nous apprend que l'histoire de l'Europe a connu plusieurs phases, des avancées et des reculs, que la période actuelle marque un nouveau tournant et que les risques de désagrégation ne sont pas à écarter aussi bien devant les poussées nationalistes aux Pays Bas, en Italie, au Portugal et en France que vis à vis des menaces extérieures. Sa pérennité et son développement dépendent de nous, citoyens européens et nous devons agir pour cela.

En guise de post-face...

Par Jérôme Vignon

Un ton de gravité

Du 15 au 17 avril dernier se déroulait à Bruxelles la 7ème édition des voyages apprenants organisés par les Semaines sociales de France, manière de découvrir in situ le fonctionnement des institutions européennes et de rencontrer des personnes qui les habitent, à quelques semaines des prochaines élections européennes. Avec le recul du temps, on pouvait mieux percevoir ce qui demeure et ce qui change dans ce « quartier européen » couverts de bâtiments modernes plus ou moins esthétiques, qui valent à « Bruxelles » d'être parfois synonyme d'Europe.



Ce qui demeure d'année en année, c'est d'abord l'engagement des personnes rencontrées, la conviction qui les anime de travailler pour une grande cause, quel que soit leur niveau de responsabilité : directeur général de DEFI, Chef adjoint du service juridique, parlementaire chevronné, ancien directeur du Think tank des syndicats européens, responsable de la communication au Comité des Régions, tous démontrent une conviction forte d'œuvrer pour l'Europe, tous témoignent de leur volonté d'y mettre leur propre talent.

Ce qui demeure encore, c'est la solidité du système institutionnel européen lui-même, capable d'absorber les turbulences de la conjoncture en offrant des réponses de longue haleine aux requêtes politiques les plus pressantes. Ce fut particulièrement sensible lors de la présentation de Clemens Ladenburger exposant le processus délicat du pilotage des négociations avec les 9 pays actuellement

reconnus comme candidats à l'adhésion à l'Union européenne. Ce qu'on appelle « élargissement » est une longue séquence de préparation réciproque à une union entre un peuple et ceux qui l'ont précédé dans cette union. Le regret est évidemment que la signification profonde d'un tel processus qui se rattache directement aux valeurs et principes fondateurs, ne parvienne que si rarement à la conscience. Pour autant, en faisant avec nos interlocuteurs divers le bilan de la mandature, on mesurait l'agilité avec laquelle finalement les Institutions s'étaient emparées de sujets nouveaux santé, énergie, défense, bien au-delà du sentier étroit des compétences en vigueur. Autrement dit la volonté politique du Conseil Européen est capable de réquisitionner en quelque sorte, le savoir-faire des institutions pour le mobiliser au service d'une action commune.

Ce qui change, vu de ma lunette, c'est l'ampleur des défis. Par défi il faut entendre l'écart entre la trajectoire suivie jusqu'à présent par l'UE et le nouveau cours qu'il faudrait pouvoir lui donner, spécialement dans deux domaines auxquels ce voyage avait réservé une place importante : la transition écologique et la défense commune. En positif, on doit tenir compte du fait qu'une prise de conscience s'est réellement accomplie dans le cœur des organes européens, tant à la Commission européenne qu'au Parlement, les deux institutions supranationales. « Toute l'Europe parle Français » disait avec enthousiasme Bernard Guetta pour exprimer le revirement général opéré en direction de l'idée longtemps portée par la seule France, en faveur d'une capacité militaire européenne, significative et opérationnelle, fût-elle articulée avec l'Otan. De même l'évidence d'une adaptation de grande ampleur plaçant les Européens en pointe d'un combat mondial pour la lutte contre le réchauffement climatique, a-t-elle déjà conduit à doter l'UE d'une cadre stratégique de longue portée, le Green deal. On ne saurait trop y reconnaître le mérite à Ursula Van der Leyen, comme le soulignait Philippe Lamberts, bien connu des Semaines Sociales de France, et qui n'est pas de son bord.

L'UE sera-t-elle capable de franchir l'obstacle ou va-t-elle se dérober ? C'était la question que posait in fine René Leray après avoir esquissé quelques scénarios géopolitiques relatifs aux grands acteurs dont dépend en grande partie le cours des choses. Certes les élites européennes font preuve désormais de d'avantage d'humilité et admettent que le « multilatéralisme » prôné par l'UE ne fait pas école. Pour autant un examen objectif des tendances révélées par les sondages n'incline pas à l'optimisme, reconnaissons-le, puisqu'il laisse attendre un fort glissement vers l'extrême droite du Parlement européen. Son effet probable pourrait être à la fois de renforcer l'influence relative du parti Populaire européen et d'incliner ce dernier vers des positions en retrait tant en matière environnementale que de défense. C'est sans doute pourquoi l'on pouvait pressentir chez plusieurs de nos interlocuteurs un ton de gravité et d'inquiétude. C'est aussi pourquoi, il va de soi, chacun d'entre nous devrait se sentir engagé à voter et faire voter pour ces élections européennes, dont l'issue est particulièrement décisive.

Mais au-delà de ces leçons qui se rapportent à l'Union européenne et aux épreuves redoutables auxquelles elle se

trouve confrontée à l'extérieur et à l'intérieur , je retiens aussi que trois interlocutrices rencontrées au cours de ce voyage nous ont invités à lever la tête , élargir le regard.



La première, Justine Lacroix, philosophe, nous a bien aidé à comprendre ce qui dans l'Union européenne actuelle mérite d'être défendu , au-delà des imperfections manifestes dont est pavé son chemin : il s'agit d'une part des *principes universels* qui la fondent (les critères de Copenhague², la charte européenne des droits et principes fondamentaux³) et qui ont pour objet de garantir effectivement la liberté et la dignité *sans aucune forme d'exclusion ou de rejet* , et d'autre part *d'un mode d'organisation politique qui, lui, est singulier* dans le monde , et qui permet à ces mêmes principes d'être vécus entre des nations dans un espace géographique particulier. L'universel en effet se construit toujours dans du

singulier. Pour autant , Justine Lacroix n'a pas manqué d'être lucide à l'égard des manques de l'Union , du sentiment de dépossession qu'elle a laissé croître parmi les citoyens les plus éloignés de son centre .

La seconde, Eren, patronne du restaurant la « Petite cascade » qui nous accueillait à dîner chaque soir, a pris à témoin les voyageurs que nous étions pour nous faire part de son propre voyage. Issue de la minorité kurde, ayant trouvé à Bruxelles, donc en Europe, un point d'ancrage pour accueillir l'héritage culturel de cette minorité, notamment celui des femmes , Eren n'a jamais perdu confiance, au long d'un parcours pourtant marqué par l'adversité. La perspective européenne lui fut une boussole.

La troisième, Nicole Dewandre , au long parcours dans les lieux de prospective scientifique de la Commission européenne, a dénoncé ce qu'elle considère comme un dévoiement du projet européen : selon elle , trop exclusivement dédié au déploiement des forces du marché, trop inféodé à une conception hégémonique des relations de l'Europe avec le monde extérieur. L'écouter me fut , je l'avoue , une épreuve , tant je me suis senti éloigné de cette vision , même si elle se réclamait d'Hannah Arendt . Mais comment ne pas rendre hommage à une tentative de compréhension globale des crises multiples que nous vivons et comment oublier que la controverse et la capacité d'autocritique appartiennent à l'essence de la culture européenne ?

Dans ces trois témoignages, les voyageurs que nous sommes devraient trouver une espérance consolatrice. Même un revers politique de l'Europe ne devrait pas nous priver de la conviction intime de sa justesse et de sa force.

2 Critères appliqués pour vérifier la pertinence des candidatures d'Etats à l'adhésion à l'UE.

3 Charte des principes et droits fondamentaux annexée depuis 2009 au Traité de l'Union européenne, ayant valeur contraignante .

PROGRAMME

Mardi 19 mars 2024 en visioconférence

- Vue d'ensemble du voyage et présentation des institutions de l'Union européenne par **Jérôme Vignon**, président d'honneur des Semaines sociales de France ;

Lundi 15 avril 2024

9h30-13h00 Chapelle de la Résurrection, Chapelle pour l'Europe (rue Van Maerlant 22/24)

- Accueil et présentation de la Chapelle pour l'Europe par le **père Bernd Günther SJ** et **Sabina Gonzáles** ;
- Histoire contemporaine de l'Union Européenne et perspectives avec **René Leray**, (fondateur du think tank Euradvice)
- Présentation du travail de reportage par **Bernard Clergeat**

14h00-16h00 Maison de l'Histoire Européenne (Rue Belliard 135)

16h00-18h00 Chapelle de la Résurrection, Chapelle pour l'Europe

- Mission de la représentation « Île de France » à Bruxelles, comment la Région intervient dans le « triangle communautaire » ? Résultats obtenus durant la mandature ? perspectives pour la suivante ? Échanges avec **Olivia de Lasteyrie** Directrice de la représentation de la région Île-de-France auprès de l'Union Européenne : « ÎledeFranceEurope » ;
- Réponse par **Jérôme Vignon** aux questions concernant le fonctionnement des institutions

Mardi 16 avril 2024

8h30-12h15 La Commission européenne (Rue de la Loi 200, Bâtiment « Berlaymont »),

- Accueil par Mme **Ewa Krzemien** ;
- Approfondissement/Élargissement de l'Union Européenne par **Clemens Ladenburger**, Directeur général adjoint, Service juridique ;
- Bilan de la mandature par **Petr Mooz**, Senior Expert, Membre de l'équipe des Conférenciers pour la Direction Générale Communication ;
- L'Europe de la Défense, leçon de la guerre en Ukraine par **François Arbault**, Directeur à la Direction générale de l'industrie de la défense de la Commission européenne (DG DEFIS) ;

14h00-17h30 Le Parlement Européen (Paul-Henri Spaak visitors area (Group & Hemicycle visits) – rue Wiertz 60)

- Rôle du Parlement au cours de la mandature 2019-2024, sur le Pacte vert et perspectives pour la mandature suivante par **Philippe Lamberts** (Eurodéputé Coprésident Groupe des Verts/Alliance libre européenne) (Salle PHS 4B47) ;
- Rôle du Parlement au cours de la mandature 2019-2024, dans les actions extérieures de l'Union Européenne, tour d'horizon géopolitique, quelles perspectives ? par **Bernard Guetta** (Eurodéputé Groupe Renew Europe) (Salle PHS 4B49) ;
- Visite de l'hémicycle ; par **Marc Vallaeys** conférencier/administrateur de visites ;

19h30 Restaurant La Petite Cascade

- Dîner-débat avec la « guest speaker » **Nicole Dewandre** (ancienne membre du cabinet de Mme Van der Leyen, chargée de la prospective, actuellement « Senior Policy Coordinator » au Secretariat-General de la Commission), qui parlera en son nom propre sur le thème " Que peuvent et veulent les Européens pour l'Union".

Mercredi 17 avril 2024

9h15-10h30 Comité européen des Régions (rue Belliard 101, salle JD3 2253)

- Mission du « CdR », ses relations avec les institutions européennes par **Klaus Hullmann**

11h00-12h30 Chapelle de la Résurrection, Chapelle pour l'Europe

- **Philippe Pochet**, ancien directeur général de l'Institut syndical européen (ETUI – European Trade Union Institute) :
 - le rôle de la Confédération européenne des syndicats,
 - ses principales priorités face au Pacte vert, à l'Europe numérique ainsi que les perspectives du dialogue social.
- Dialogue avec **Justine Lacroix** (Philosophe, enseignante chercheuse au Centre de recherches politique de l'Université Libre de Bruxelles) sur le thème « Valeurs européennes, les vivre et les promouvoir aujourd'hui par les institutions » ;
- Conclusion générale : première évaluation par les participants et suites possibles ;

Quelques réactions des participants...

Je reviens avec une meilleure compréhension des enjeux de la construction d'une citoyenneté à 27 membres avec des histoires et cultures très différentes. ♣ Cette dynamique de la construction européenne, qui devra certes s'améliorer, sera un atout essentiel pour permettre à l'ensemble des nations européennes d'aborder les défis majeurs de Défense, d'Environnement et Sociaux présents et à venir. ♣ J'ai été frappé qu'on aille tout de suite à la mission Île-de-France et qu'on aille parler du Comité des Régions. J'ignorais complètement que les régions avaient leur place à Bruxelles. Je trouve ça très rassurant car c'est une Europe plus proche que ce qu'on imagine de loin. ♣ De "c'est à cause de Bruxelles"... facile à dire et à croire, ces 3 jours m'ont permis d'émerger...! Oui, je suis convaincu de la nécessité de penser plus que jamais européen et - si possible- d'agir... Le chemin est long et difficile mais il faut un projet politique clair pour porter le mieux vivre ensemble dans un système économique qui apporte plus de justice et d'égalité. ♣ Je constate que l'Europe est actuellement rattrapée par les événements récents (Covid, guerres en Ukraine et à Gaza, échéance des prochaines élections américaines et leurs répercussions sur l'Europe, montée des extrêmes droites en Europe...). L'union européenne aura-t-elle le temps de s'ajuster ? ♣ Ce qui m'a beaucoup plu, c'est la hauteur de la réflexion en faisant appel à des philosophes notamment. Très souvent l'Europe c'est une grosse mécanique mais la hauteur de pensée qui est à l'origine de la construction et qui permettrait éventuellement de poursuivre dans la bonne direction, c'est un truc formidable qui n'est jamais fini. ♣ J'ai ressenti aussi que l'Europe est en train de vivre des récits très importants qui du coup la bouscule aussi dans son mode de fonctionnement. ♣ Je termine néanmoins avec une inquiétude qui est une dépossession démocratique. On assiste au niveau de notre démocratie nationale et je pense qu'au niveau européen c'est encore pire, le peuple, nous citoyens, on est vraiment très éloignés de ce qui se passe au niveau européen. ♣ Je ne rêve pas d'Europe mais je considère l'Europe comme une espèce de solution inévitable et heureusement qu'il y a l'Europe. ♣ La tour de Babel, ils voulaient tous parler dans la même langue et aller jusqu'au ciel et là, on a 24 langues et on respecte tout le monde. Et on essaye de rester à notre niveau humain. ♣ Je me suis demandé, c'est très rare de consacrer une partie de son temps à s'interroger sur les fonctionnements des politiques et je me dis, c'est un moment très privilégié. Je me dis qu'est-ce que donnerait un VA sur la politique française ? ♣



MERCI...

A TOUTES ET A TOUS...pour la réussite de ce voyage apprenant, l'atmosphère bienveillante qui a prévalu et plus particulièrement :

- aux institutions européennes et à la Chapelle pour l'Europe, chapelle de la Résurrection qui nous ont accueilli !
- aux intervenants pour leur courtoisie, leur enthousiasme, leur disponibilité, pour la richesse et la qualité de leurs apports qui nous ont permis d'appréhender la dimension du projet européen sous tous ses aspects techniques, politiques, sociaux, philosophiques !
- aux participants du voyage pour leur curiosité bienveillante, désireux de connaître et de partager, leur forte implication à s'exprimer en toute franchise pour confronter leurs avis sans que quiconque ne s'impose, leur participation active à la rédaction de ce journal de voyage !
- aux animateurs pour la qualité de la préparation et l'organisation simple et efficace, respectueuse de chacun !

... ET AUX SEMAINES SOCIALES !

Le voyage était piloté par **Guy Gallic** et accompagné par **Jérôme Vignon**, Président d'honneur des SSF, et **Bernard Clergeat** qui a coordonné la réalisation de ce journal de voyage.